

unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 31 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/08/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS F32

5 rue Nathalie SARRAUTE
44200 NANTES

Code AIOT : 0005522553

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/08/2022 dans l'établissement SAS F32 implanté Rue des Fermes Gauloises parcelles 26 de la ZAC ZAC Bourgbarre nord 35230 BOURGBARRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le centre de tri transfert de bourgbarré a été construit en 2022 dans le cadre du plan de détournements des déchets non dangereux de Rennes Metropole. Ce plan de détournement a été mis en place dans le cadre de l'arrêt de l'Unité de Valorisation Énergétique de Villejean durant les travaux de modernisation.

Cette installation réceptionne 40 % du volume de déchets non dangereux collectés par Rennes Métropole et sont ensuite transférés vers les exutoires définis lors de la mise en place de ce plan de détournement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS F32
- Rue des Fermes Gauloises parcelles 26 de la ZAC ZAC Bourgbarre nord 35230 BOURGBARRE
- Code AIOT : 0005522553
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso

Il s'agit d'une installation de transit, regroupement de déchets non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Vérification de la conformité administratives
- Suivi des déchets
- Conditions d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Volume rubrique	Arrêté Ministériel du 01/01/2000, article 01	/	Sans objet
2	Accessibilité	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7-1	/	Sans objet
3	Voie engins	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7-2	/	Sans objet
4	Accès secours	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7-3	/	Sans objet
6	Moyens d'extinctions	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	/	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	/	Sans objet
8	Admissibilité déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-1	/	Sans objet
9	Admissibilité déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-2	/	Sans objet
10	Admissibilité déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-3	/	Sans objet
11	entreposage déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de Bourgarre a été construit dans le cadre du plan de détournement de déchets suite aux travaux de modernisation de l'Unité de Valorisation Energétique de Villejean. Ce site, neuf, est exploité conformément aux dispositions de l'Arrêté Ministériel de Prescriptions Générales du 06/06/2018. Les déchets non dangereux réceptionnés sur le site sont correctement tracés ainsi que les déchets transférés vers d'autres exutoires.

En raison des forts enjeux liés au risque incendie, l'accent a été mis sur la défense incendie qui permet, en outre, de "noyer" la fosse de réception des déchets en quelques minutes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Volume rubrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 01/01/2000, article 01
Thème(s) : Autre, Rubrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³</p> <p>Constats : Le site de tri, transfert de Bourgbarre accueille dans sa fosse d'une capacité de 990 m³ des déchets d'ordures ménagères et des encombrants en provenance de Rennes Metropole et des déchets incinérables des déchetteries gérées par cette même collectivité.</p> <p>La fosse est divisée en trois parties permettant de séparer les flux et de recharger les déchets pour les transférer vers un nouvel exutoire.</p> <p>Le site est bien soumis à la rubrique 2716 sous le régime de la déclaration contrôlée. Selon l'article R.512-25 du Code de l'Environnement, l'exploitant dispose d'un délai de 6 mois à la date de la mise en service, pour faire réaliser par un organisme tiers un contrôle périodique de la conformité de son installation vis à vis de l'Arrêté Ministériel de Prescriptions Générales du 06/06/2018.</p> <p>La mise en service du CTP de Bourgbarre étant effective au 01/04/2022, l'Inspection invite l'exploitant à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire réaliser ce contrôle périodique par un organisme tiers accrédité avant le 01/10/2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7-1
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : I. Accessibilité L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.</p> <p>Constats : L'installation dispose d'un accès spécifique, dédié aux véhicules d'intervention et de secours permettant d'accéder en tout point du site ainsi qu'une aire de retournement.</p> <p>Les façades sont équipés d'ouvrants permettant d'accéder à l'intérieur des bâtiments fermés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Voie engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7-2
Thème(s) : Risques accidentels, Voie engins
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Voie « engins » Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour : - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins pompes. Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes. En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>Constats : Le site est composé d'une voie engins à sens unique permettant de faire face aux problématiques de trafic en cas de forte affluence des semi-remorques de déchets ainsi que d'une aire de retournement.</p> <p>Les voies d'accès sont dégagées et permettent un accès des engins tout autour de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Accès secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7-3
Thème(s) : Risques accidentels, Accès secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables) Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont : - largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ; - longueur minimale de 10 mètres ; présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».</p> <p>Constats : La longueur de la voie engin est inférieure à 100 m. Néanmoins celle-ci est équipée d'une aire de retournement.</p> <p>Le site a mis en place un sens de circulation pour les engins avec deux stations de pesées distinctes pour les camions entrants et sortants du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'extinctions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p> <p>Constats : L'installation est équipée de moyens permettant d'avertir les services d'incendie et de secours en cas de sinistre.</p> <p>Une procédure d'intervention a été mis en place pour cette installation.</p> <p>Concernant les moyens d'extinctions, le site est équipé de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 4 Robinets Incendie Armé à chaque angle du bâtiment de la fosse - 2 lances canons dirigés vers la fosse qui, en cas de détection d'incendie, se déclenchent et "noient" la fosse de réception des déchets - 2 caméras thermiques permettant de détecter un point chaud ou un incendie et d'enclencher automatiquement le fonctionnement de ces lances canons. <p>Ces lances canons peuvent aussi être déclenchées manuellement par l'opérateur manipulant la pelle de chargement.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une dizaine d'extincteurs sont disséminés dans les bâtiments et sont à jour de leurs contrôles. - Une réserve de sable située à l'entrée du bâtiment <p>Pour répondre aux besoins en eau, le site est équipée d'une réserve souple d'une capacité de 120 m³ à destination du service départemental d'intervention et de secours ainsi que d'une réserve d'eau alimentant les lances canons et les RIA d'une capacité de 626 m³.</p> <p>Pour acheminer l'eau du stockage extérieur vers les lances canons, l'exploitant utilise un groupe moto pompe d'une capacité de 324 m³/h qui est mis en fonctionnement une fois par mois par les équipes formées à son utilisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.
Constats : L'exploitant a mis en place un guide de conduite pour ses équipes concernant la gestion des opérations susceptibles d'engendrer une pollution ou un accident.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Admissibilité déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-1
Thème(s) : Risques chroniques, Admissibilité déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. Admissibilité des déchets Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux. L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
Constats : Les déchets admis sur le site sont des ordures ménagères, des encombrants ou des déchets incinérables issus des déchetteries gérées par Rennes Metropole. Les camions de transport entrant sur le site passent par un portail de détection de la radioactivité. En cas de détection, les isotopes radioactifs sont identifiés. L'engin transportant les déchets émettant ces rayonnements ionisants est isolé sur une place dédiée dans l'installation jusqu'à ce que le taux de rayonnement ionisant soit inférieur au seuil d'acceptabilité des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Admissibilité déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-2
Thème(s) : Risques chroniques, Admissibilité déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires. a) Informations à fournir : - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.
Constats : Les déchets reçus sur le site proviennent tous de Rennes Métropole. L'exploitant tient à la disposition l'Inspection le registre des déchets entrants contenant l'ensemble des informations requises par la réglementation en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-3
Thème(s) : Risques chroniques, Admissibilité déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation. a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement. b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination. c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser. d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant : - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet. Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p> <p>Constats : Lors de l'arrivée des transports de déchets sur le site, les camions sont pesés et la radioactivité est testée.</p> <p>Un système de badge permet de connaître l'origine ainsi que la nature des déchets reçus par l'installation.</p> <p>En fonction de la nature du déchet OM, encombrants ou incinérables ceux-ci sont orientés vers une entrée spécifique afin d'éviter de mélanger ces différents types de déchets.</p> <p>Lorsque les déchets sont déversés dans la fosse, ceux-ci font l'objet d'un contrôle visuel.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-4
Thème(s) : Risques chroniques, entreposage déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. Entreposage des déchets Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres. Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur. Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer : - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie.</p>
<p>Constats : La fosse est compartimentée en trois parties distinctes et chaque porte sectionnelle donne accès à un type de déchets.</p> <p>Les déchets contenus dans la fosse ne dépassent pas la hauteur de la fosse et sont chargés dans la journée dans une nouvelle semi-remorque pour les acheminer vers l'exutoire final décidé lors du plan de détournement de déchets.</p> <p>Les déchets non admissibles sont mis de côté et évacués par Rennes Metropole vers des filières spécifiques.</p> <p>Aucun déversement de déchets ne s'effectue hors de la fosse et au regard de l'état de l'installation aucun indice ne laisse penser à de tels agissements.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet